

Cote du document:	<u>EB 2014/111/R.20</u>	
Point de l'ordre du jour:	<u>12 c)</u>	
Date:	<u>20 mars 2014</u>	F
Distribution:	<u>Publique</u>	
Original:	<u>Anglais</u>	



Investir dans les populations rurales

Proposition d'un accord de fonds supplémentaires avec la Fondation MasterCard

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Mohamed Beavogui

Directeur du Bureau des partenariats et de la mobilisation des ressources et
Conseiller principal du Président
téléphone: +39 06 5459 2240
courriel: m.beavogui@ifad.org

Moses Abukari

Chargé de programme de pays
Responsable jeunesse de la Division Afrique de l'Ouest et du Centre
téléphone: +39 06 5459 2526
courriel: m.abukari@ifad.org

Nicole Carta

Responsable des partenariats avec le secteur privé
téléphone: +39 06 5459 2816
courriel: n.carta@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent onzième session
Rome, 8-9 avril 2014

Pour: **Approbation**

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à autoriser le Président à négocier et finaliser avec la Fondation MasterCard un accord de fonds supplémentaires au cas où le FIDA est sélectionné comme bénéficiaire du don à l'issue d'un processus concurrentiel lancé par la fondation. Les fonds supplémentaires serviraient à soutenir le Consortium pour la création de débouchés commerciaux en faveur des jeunes mères rurales (RYMBO). Un résumé de projet figure en annexe au document.

Proposition d'un accord de fonds supplémentaires avec la Fondation MasterCard

1. Dans le droit fil de ses efforts visant à chercher des possibilités de financement complémentaire auprès de nouvelles sources, le FIDA a soumis une proposition de financement comme suite au processus public d'appel à propositions lancé par la Fondation MasterCard. La fondation est à la recherche de projets de conception novatrice, axée sur la collaboration et se prêtant à une reproduction à plus grande échelle en vue de créer des débouchés économiques pour les jeunes en dispensant une formation professionnelle et en donnant accès aux services financiers. L'initiative accordera 50 millions d'USD sur cinq ans à deux ou trois organisations.
2. La fondation recherche des organisations chefs de file pour réunir un consortium afin de présenter des modèles axés sur la collaboration qui permettront aux jeunes défavorisés de se constituer des moyens d'existence satisfaisants. L'accent sera initialement mis sur les secteurs de l'agriculture et de l'agro-industrie au Ghana et en Ouganda.
3. Le FIDA a soumis, pour cet appel à propositions, un concept de projet conforme aux objectifs stratégiques de la fondation. Le projet consisterait à établir le Consortium pour la création de débouchés commerciaux en faveur des jeunes mères rurales (RYMBO), qui sera dirigé par le FIDA avec l'appui du Réseau mondial de l'innovation des jeunes et de plusieurs autres partenaires. Son objectif serait d'offrir plus de débouchés économiques aux jeunes mères rurales de la région nord de l'Ouganda et des trois régions du nord du Ghana. Le projet utiliserait un modèle éprouvé de création/gestion d'entreprise en trois étapes qui constituerait une solution intégrée aux difficultés auxquelles se heurtent les jeunes des deux sexes. Ce modèle consiste à: i) repérer les lacunes dans les services de développement d'entreprise en milieu rural; ii) dispenser une formation et un mentorat pour combler ces lacunes; et iii) procurer des microfinancements à l'appui du développement d'entreprise. Le projet s'appuierait sur les priorités en termes de mobilisation des jeunes et des petits exploitants définies dans les programmes d'options stratégiques pour le Ghana et l'Ouganda. Il soutiendrait en outre le Cadre stratégique du FIDA (2011-2015) et ses opérations en faveur de la jeunesse rurale, notamment en réduisant la pauvreté des travailleurs (chômage et sous-emploi) parmi de nombreux jeunes ruraux, femmes et hommes, en identifiant, en documentant et en partageant des approches novatrices en matière d'entrepreneuriat agricole lancées, définies et pilotées par les jeunes. Une version préliminaire du résumé de projet figure en annexe au présent document.
4. Le Conseil d'administration est l'organe qui a compétence pour décider d'accepter d'administrer des fonds supplémentaires et les conditions/restrictions y afférentes. Il a décidé de déléguer une partie de ce pouvoir au Président, expressément pour ce qui est de recevoir et d'administrer les dons, quelle qu'en soit la source, à condition qu'ils servent à financer des projets en cours financés par le FIDA, et les dons accordés par des États membres, à condition qu'ils servent au financement d'études et d'activités d'assistance technique à court terme liées aux opérations financées par le FIDA à des conditions analogues à celles qui figurent

respectivement dans les documents EB 86/28/R.47 et EB 87/30/R.28. Par conséquent, si le FIDA se voyait accorder un financement supplémentaire sous forme de don par la Fondation MasterCard, le Conseil d'administration serait l'organe compétent pour approuver les fonds supplémentaires correspondants et autoriser le Président à finaliser un accord.

5. La Fondation MasterCard. Située à Toronto, au Canada, la fondation est une organisation philanthropique indépendante, dotée d'environ 9 milliards d'USD d'actifs financiers. Elle a été créée en 2006 par MasterCard Worldwide lorsque l'entreprise est devenue publique. Depuis lors, l'entreprise tenait à ce que la fondation soit une entité indépendante et qu'aucun de ses dirigeants ne siège à son conseil d'administration. Toutes les décisions sont prises en toute indépendance par le conseil d'administration de la fondation et son Président-Directeur général. Les programmes financés par la fondation bénéficient à environ 5,6 millions de personnes et sont axés essentiellement sur 26 pays d'Afrique. Elle a, pour l'heure, engagé 117 millions d'USD à l'appui de 18 projets en faveur de la transition des jeunes défavorisés vers un emploi ou des activités durables grâce à l'éducation, aux programmes de formation et à l'inclusion financière. Elle compte parmi les bénéficiaires de ses dons le Fonds d'équipement des Nations Unies, l'association Plan International, Save the Children et la Société financière internationale.
6. Les attributions des dons seront annoncées en juillet 2014 et, si le FIDA faisait partie des bénéficiaires, l'accord de fonds supplémentaires signé serait soumis au Conseil pour information, à une session ultérieure.

Consortium pour la création de débouchés commerciaux en faveur des jeunes mères rurales (RYMBO) – résumé de projet

Le Consortium RYMBO, qui sera dirigé par le FIDA, bénéficiera des capacités techniques du Réseau mondial de l'innovation des jeunes (GYIN), du Fonds africain de développement pour la femme (AWDF) et de la Fondation Maendeleo, qui seront les bénéficiaires subsidiaires. Parmi les autres membres partenaires du Consortium RYMBO figurent: Columbia Business School (CBS), Arizona State University (ASU), Centre for Entrepreneurship Education and Development (CEED), International Youth Foundation, World Food Prize, FINCA Uganda, Ecobank Ghana, Makerere University et University of Ghana. Le Consortium RYMBO a pour mission d'améliorer les capacités des jeunes mères à trouver un emploi, à développer leur activité économique, à accéder aux services financiers et à élargir les possibilités qui s'offrent à elles et à leurs enfants. De par son mandat particulier, le FIDA est un partenaire essentiel pour diriger cette initiative et reproduire à plus grande échelle les résultats et effets du projet.

L'objectif général proposé par le Consortium est de permettre aux jeunes mères (âgées de 15 à 25 ans) des zones rurales du nord de l'Ouganda et du Ghana de créer des entreprises agricoles et non agricoles viables en renforçant leurs capacités entrepreneuriales de façon à favoriser l'apprentissage entre pairs et l'accès à des services de développement d'entreprises complémentaires. L'approche proposée comporte trois étapes: 1) réalisation d'une étude des services de développement d'entreprise afin de déterminer les lacunes; 2) mise en place d'une formation à l'entreprise et d'un système de mentorat afin de combler ces lacunes; et 3) prestation de services de microcrédit visant à soutenir les services de développement d'entreprises rurales. L'approche en trois étapes vise à fournir une solution intégrée aux difficultés auxquelles se heurtent les jeunes mères des régions septentrionales du Ghana et de l'Ouganda. Le projet quinquennal (2014-2019) vise les jeunes mères de 20 districts du nord du Ghana et de 30 districts du nord de l'Ouganda.

Dans la composante 1 du projet proposé, le Consortium s'appliquera sans relâche à rechercher, documenter et diffuser la gamme de services de développement d'entreprises et de produits du savoir offerts aux jeunes mères rurales. L'objectif est de déterminer où il existe des lacunes du point de vue de l'exploitant et du point de vue du prestataire et de créer des directives à l'intention des organismes de financement ou prestataires de services sur la façon de mieux cibler leurs efforts pour soutenir le développement d'entreprises dans les zones rurales.

Dans la composante 2, des programmes de formation et de mentorat adaptés aux jeunes mères rurales seront conçus pour combler les lacunes identifiées dans le cadre de la composante 1, et viendront s'ajouter aux services agricoles et de développement d'entreprises. Les jeunes mères rurales, les organisations locales de jeunes et de femmes, les partenaires d'exécution régionaux et nationaux, forts de leur expérience de première main des réalités du terrain, seront aux avant-postes pour identifier les priorités.

Dans la composante 3, on évaluera les risques inhérents au financement d'entreprises appartenant à des jeunes et leur aptitude à rembourser les prêts avec des mesures adaptées d'atténuation des risques. Sur la base de l'évaluation et d'une étude de marché, un microcrédit sera accordé pour lancer des activités agricoles et non agricoles novatrices. Pendant la période du don, le projet proposé prévoit d'offrir un crédit à 2 000 entreprises de jeunes mères rurales.

Les objectifs concrets envisagés sont les suivants:

- Objectif 1: rechercher, documenter et partager les enseignements tirés du projet par des produits du savoir et des événements qui soutiendront la transposition à plus grande échelle et la reproduction d'entreprises prospères créées et dirigées par des jeunes mères rurales et le développement d'entreprises dans les deux pays.
- Objectif 2: renforcer les capacités des organisations de jeunes ruraux à élaborer et dispenser une formation expérimentale axée sur l'innovation entrepreneuriale, le mentorat et les services de partenariat à l'appui des entreprises et activités des jeunes mères rurales dans l'agro-industrie.
- Objectif 3: renforcer les capacités des institutions financières locales à fournir du microcrédit tout en prévoyant une évaluation et une atténuation des risques et à élaborer des instruments financiers accessibles aux jeunes et en doter les jeunes mères rurales.

Globalement, le Consortium RYMBO compte obtenir les résultats suivants: 1) former 48 000 jeunes mères à la création et au développement d'entreprise, dont 3 200 dans l'agro-industrie; et 2) employer directement 2 000 jeunes mères en fournissant la formation, le mentorat, les outils de développement d'entreprises, les informations liées au marché et à l'emploi, les services financiers et les emplois. Une caractéristique supplémentaire du projet est son engagement envers l'apprentissage et le partage des savoirs sur les activités agricoles et non agricoles menées avec succès par des jeunes mères rurales, et l'importance qu'il y accorde. Le FIDA, aux côtés de ses partenaires du Consortium RYMBO, mettra à profit son réseau, ses ressources et son savoir-faire dans ce domaine pour documenter et diffuser les enseignements tirés de l'expérience afin de permettre la reproduction de pratiques éprouvées dans les communautés des jeunes ruraux et des agriculteurs.

La présente proposition aidera le gouvernement et les partenaires du développement au Ghana et en Ouganda à remédier aux difficultés croissantes des jeunes mères rurales de sorte qu'elles puissent accéder à des opportunités socioéconomiques dans les zones rurales. Elle soutiendra en outre la transition des jeunes mères à l'emploi ou à des activités durables en faisant appel à des partenaires dans les domaines de l'éducation, de l'emploi et de la formation à l'entreprise et en consentant des efforts en matière d'inclusion financière. L'Ouganda et le Ghana sont deux économies en pleine croissance qui génèrent une demande de main-d'œuvre qualifiée, et créent ainsi d'importantes opportunités pour la jeunesse. Toutefois, les jeunes mères ne bénéficient pas d'opportunités notables en raison du désavantage d'avoir à s'occuper d'abord de leurs enfants. Les gouvernements de ces deux pays donnent la priorité à l'emploi des jeunes et élaborent des politiques et des programmes visant à répondre à leurs besoins, mais ils ont encore fort à faire pour donner aux jeunes mères rurales la même chance qu'aux jeunes pères ruraux. Dans ce contexte, nous voyons des possibilités d'établir des approches reproductibles à plus grande échelle pour résoudre les difficultés persistantes en matière d'emploi, d'entrepreneuriat et de productivité auxquelles les jeunes mères rurales se heurtent au quotidien. La présente proposition permettra aux jeunes mères rurales d'accéder à une formation professionnelle adaptée au marché et aux services financiers. Nous croyons que les jeunes mères rurales vulnérables d'Ouganda et du Ghana peuvent améliorer leurs moyens d'existence, gérer le risque et faire des projets d'avenir avec le soutien adéquat et systématique qu'il leur faut. L'approche proposée reflétera les priorités nationales des deux pays quant à l'emploi et l'avancement des jeunes mères. Nous ferons aussi participer le secteur privé et financier de sorte que les jeunes mères puissent accéder à des emplois et aux services et produits financiers dont elles ont besoin pour développer leur entreprise, renforcer leur résilience et investir dans leur avenir et celui de leurs enfants.